

ACCORD

ENTRE

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

ET

LE GOUVERNEMENT DE LA ROUMAINIE

EN MATIERE DE PROTECTION

ET DE SECURITE CIVILES

RELATIF A

L'ASSISTANCE ET A LA COOPERATION

DANS LES SITUATIONS D'URGENCE

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de la Roumanie

Ci-après dénommés les Parties,

Conscients du danger que représentent pour les Parties les catastrophes naturelles et les accidents technologiques majeurs,

Convaincus de la nécessité de renforcer la coopération et les échanges d'information entre les organismes compétents des Parties dans le domaine de la protection et de la sécurité civiles,

Vu l'accord entre le Gouvernement de la Roumanie et le Gouvernement de la République française relatif à la coopération en matière d'affaires intérieures signé à Bucarest le 21 février 1997 et notamment son titre II,

Vu la Décision du Conseil 2001/792/CE EURATOM du 23 octobre 2001 qui institue un mécanisme communautaire visant à faciliter une coopération renforcée dans les interventions de secours en matière de protection civile,

Tenant compte des dispositions des instruments juridiques bilatéraux et multilatéraux dans lesquels les deux Parties ou leurs Etats sont parties ;

sont convenus de ce qui suit :

Article 1

Les Parties établissent une coopération dans le domaine de la prévention, de la préparation et de la réponse en cas de catastrophe survenue au niveau national, départemental ou local sur le territoire de l'une des Parties.

Article 2

1. Les autorités compétentes des Parties développent une coopération technique, scientifique et opérationnelle relative à :

a) la planification, l'organisation et le déroulement des activités de prévention et de lutte contre les incendies ou contre les conséquences des accidents et catastrophes quelle que soit leur nature ;

b) l'identification, l'étude et la gestion des situations d'urgence et des risques techniques et industriels majeurs ainsi que le commandement des opérations d'intervention ;

c) la médecine d'urgence et de catastrophe.

2. Les Parties coopèrent, dans les limites de leurs possibilités et de leurs disponibilités budgétaires, selon les modalités suivantes :

a) *échange d'informations techniques et spécialisées, d'expertise et d'expérience dans le domaine des systèmes nationaux d'alerte et de détection ;*

b) expertise des équipements et des matériels utilisés en situation d'urgence ;

c) actions de formation professionnelle ;

d) échange de documentation spécialisée ;

e) conseil technique ;

f) échange d'experts, de formateurs dans le domaine de la formation et de l'éducation en matière de gestion des situations d'urgence ;

g) perfectionnement des spécialistes dans le domaine des urgences de sécurité civile au sein des institutions nationales selon le principe de la réciprocité ;

h) développement et modernisation du système intégré de gestion des situations d'urgence ;

i) participation de représentants des Parties aux exercices opérationnels et/ou administratifs pour éliminer les effets des catastrophes et de la simulation des accidents majeurs et des situations d'urgence organisés par l'une ou l'autre Partie ;

j) envoi, en fonction des disponibilités de la Partie requise et à la demande de la Partie requérante, des équipes de secours spécialisés selon la nature de la catastrophe ;

3. La coopération entre les Parties dans le cadre du présent Accord peut également prendre les formes suivantes :

a) promotion par les institutions spécialisées des Parties des projets communs en matière de prévision, prévention, alerte précoce, évaluation, atténuation ou élimination des effets des catastrophes;

b) organisation de conférences, voyages d'études, programmes scientifiques, cours spécialisés, échanges d'expérience, exercices communs, au sein des institutions concernées des Etats des deux Parties;

c) échange de documentation relative aux résultats de la recherche scientifique et aux conclusions des investigations sur les causes des catastrophes, l'évaluation de leurs effets et les mesures de protection nécessaires ;

d) élaboration de projets communs pour créer et mettre en œuvre un système d'alerte en cas de catastrophe ;

e) recherches sur les causes des catastrophes et l'évaluation de leurs effets ;

4. Si cela s'avère nécessaire dans le cadre du présent Accord, la commission mixte prévue à l'article 6 peut établir d'autres formes de coopération.

Article 3

Au sens du présent Accord, on entend par :

a) « Situation d'urgence », la survenance d'une catastrophe d'origine naturelle ou technologique ayant des conséquences graves en termes humains ou susceptibles d'avoir un impact important sur l'environnement ;

b) « Partie requérante », la Partie qui sollicite l'assistance de l'autre Partie sous forme d'envoi d'experts, d'équipes de secours ou de moyens de secours ;

c) « Partie requise », la Partie qui reçoit la demande d'assistance ;

d) « Equipe d'assistance/de secours », les membres des équipes de secours ou les experts dépêchés sur les lieux de la catastrophe à la demande de la Partie requérante ;

e) « Moyens de secours », les éléments d'équipements supplémentaires et autres marchandises emportés pour chaque mission et destinés à être utilisés par les équipes d'assistance ;

f) « Objets d'équipement », le matériel, les véhicules et l'équipement personnel destinés à être utilisés par les équipes d'assistance ;

g) « Biens d'exploitation », les marchandises nécessaires à l'utilisation des objets d'équipement et au ravitaillement des équipes d'assistance.

h) « Aides/secours » ; les biens matériels de première nécessité, destinés à atténuer ou à éliminer les effets des catastrophes et qui sont fournis pour être mis, à titre gratuit, à la disposition de la population affectée ;

Article 4

1. Pour la mise en œuvre du présent Accord, les Parties désignent comme administrations compétentes :

- pour le Gouvernement de la République française, le ministère de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales ;

- pour le Gouvernement de la Roumanie, le ministère de l'Intérieur et de la Réforme administrative.

2. Les Parties se notifient par voie diplomatique toute modification concernant la désignation des autorités compétentes.

3. Dans un délai de 30 jours à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les Parties se communiquent mutuellement les coordonnées des institutions et des personnes désignées pour maintenir en permanence la liaison. Elles assurent la mise à jour de ces informations.

Article 5

1. Les autorités compétentes des Parties peuvent conclure des arrangements afin de mettre en œuvre la coopération technique prévue par le présent Accord.
2. En fonction des besoins, les experts des deux Parties organisent des réunions portant sur l'échange d'expérience dans le domaine de la gestion des situations d'urgence.

Article 6

1. Pour l'application du présent Accord, il est créé une commission mixte franco-roumaine dans le domaine de la protection et de la sécurité civile, composée de représentants désignés par les deux Parties.
2. Dans un délai de 90 jours à partir de l'entrée en vigueur du présent Accord, les Parties se communiquent l'identité des représentants désignés en tant que membres de la commission mixte.
3. La commission mixte se réunit régulièrement, alternativement en Roumanie et en France. Elle peut également être convoquée à la demande de l'une des Parties.
4. Les frais des réunions de la commission mixte sont pris en charge par la Partie d'accueil, sur base de la réciprocité. Les frais de transport international sont pris en charge par la Partie d'origine.
5. La Commission mixte planifie et coordonne les activités communes prévues dans le présent Accord, établit les modalités d'échange d'informations techniques et spécialisées, suit et évalue la mise en œuvre de l'Accord et formule des propositions en vue de poursuivre le développement de la coopération spécialisée.
6. Elle coordonne l'élaboration et l'application d'un programme d'actions annuel, selon les dispositions du présent Accord.
7. L'application du programme d'actions annuel est mis en œuvre dans la limite des moyens et les ressources financières des deux Parties.

Article 7

1. Chaque Partie, sur demande officielle écrite de l'autre Partie, adressée par voie diplomatique, fournit toute l'assistance possible en cas de situation d'urgence. En cas d'urgence, la demande d'assistance peut être exprimée oralement et doit être confirmée par écrit dans un délai qui ne peut excéder vingt-quatre heures.
2. Dans sa demande d'assistance, la Partie requérante indique :

- a) le lieu, la date et l'heure de la catastrophe, son ampleur et la situation au moment de la demande ;
- b) les mesures déjà prises et celles planifiées ;
- c) la nature de l'aide sollicitée ;
- d) toute autre information nécessaire.

3. Ces informations sont mises à jour régulièrement, en fonction de l'évolution de la situation.

4. Les Parties peuvent convenir, lors des travaux de la commission mixte de l'utilisation d'un formulaire de demande d'assistance.

5. La réception de la demande d'assistance n'implique pas automatiquement une réponse positive de la part de la Partie requise. Chaque Partie conserve son entière liberté dans la décision d'apporter ou non les secours qui lui sont demandés, notamment en fonction des risques prévisibles sur son territoire, des ses propres opérations en cours et de la disponibilité de ses équipes de secours.

6. La Partie requise informe la Partie requérante, dans les plus brefs délais, de la réponse qu'elle entend apporter à sa demande, de la nature de l'assistance qu'elle accorde en précisant la composition des équipes d'assistance, la spécialité des experts et la nature des objets d'équipements, moyens de secours et biens d'exploitation emportés. Elle doit également indiquer le mode de transport utilisé pour se rendre sur les lieux du sinistre ainsi que le point prévisible de passage de la frontière.

7. Les Parties s'informent réciproquement des catastrophes se produisant sur le territoire de leurs Etats et nécessitant une assistance extérieure, en communiquant les informations relatives aux mesures prises pour en limiter les effets.

8. A l'exception des informations qui, en vertu de la législation ou de la réglementation de la Partie requérante, ne sont pas communicables, les informations obtenues lors de missions effectuées dans le cadre du présent Accord peuvent être publiées.

Article 8

Dans le cadre du présent Accord, l'assistance fournie consiste à mettre à la disposition de la Partie requérante :

- a) les équipements destinés à éliminer ou à atténuer les effets des catastrophes et, si nécessaire, y compris le personnel qui l'utilise;
- b) des équipes spécialisées dans l'élimination des effets des catastrophes, y compris le sauvetage déblaiement etc. ;
- c) des aides matérielles de première nécessité.

Article 9

1. Aux fins d'assurer l'efficacité et la rapidité nécessaires aux interventions, chaque Partie facilite les formalités de passage de ses frontières.

2. Les membres des équipes d'assistance franchissent la frontière de l'Etat de la Partie requérante par les points passage frontière sur la base de documents de voyage en cours de validité. Ils peuvent séjourner sur le territoire de l'Etat de la Partie requérante sans titre de séjour. Le chef de l'équipe d'assistance doit être muni d'une lettre d'accréditation délivrée par l'autorité compétente de la Partie requise dans laquelle sont également mentionnés les membres des équipes d'assistance.
3. Les Parties mettent réciproquement à leur disposition des spécimens de documents d'identité valables.
4. Lors du franchissement de la frontière par les équipes de secours, les équipements seront présentés aux services douaniers compétents, ainsi que la déclaration d'acceptation du pays de destination et les documents prévus à l'article 10 alinéa 2.
5. En cas d'extrême urgence ou si l'accès à la zone de secours l'impose, les équipes d'assistance peuvent franchir la frontière en dehors des points de passage sur la base des documents mentionnés à l'alinéa 2. Dans ce cas les autorités compétentes avisent par avance l'autorité de contrôle du passage à la frontière.
6. Les Parties conviennent des modalités pratiques d'exécution et, si nécessaire, assurent l'escorte des équipes de secours.
7. Les membres des équipes d'assistance ont le droit de porter leur uniforme sur le territoire de l'Etat de la Partie requérante, dans le cas où celui-ci fait partie de l'équipement usuel. Les Parties n'appliquent pas de restrictions à l'utilisation de signes distinctifs sur les moyens des transports des équipes d'assistance.
8. Pendant l'accomplissement de leur mission, les membres des équipes d'assistance sont tenus de respecter la législation de l'Etat de la Partie requérante.

Article 10

1. Les véhicules utilisés par les équipes d'assistance et les véhicules utilisés pour leur transport bénéficient des facilités suivantes :
 - a) dispense d'autorisation pour le trafic routier international ;
 - b) exemption de taxe pour l'utilisations des voies publiques ;
 - c) délivrance à titre gratuit de l'autorisation spéciale de transport par l'autorité compétente conformément aux règlements nationaux, pour les véhicules qui dépassent le poids total, le poids sur les axes et/ou les dimensions maximales admises, défini par la législation nationale de la Partie requérante ;
 - d) exemption de toute autre taxe grevant les véhicules hormis l'assurance obligatoire des véhicules.
2. Au franchissement de la frontière, le chef de l'équipe d'assistance présente aux services douaniers des Parties une liste des objets d'équipement emportés nécessaires à l'accomplissement de la mission et une liste des moyens de secours et des biens d'exploitation transportés attestées par l'autorité à laquelle est subordonnée cette équipe, sauf cas d'urgence. Ces listes sont annexées à la lettre d'accréditation.

3. Les équipes médicales de secours de la Partie requise interviennent avec leur équipement réglementaire. La dotation pour les soins d'urgence de ces équipes comprend des médicaments contenant des substances classées comme stupéfiants et psychotropes pour répondre à des besoins médicaux de grande urgence. Une liste spécifique des substances transportées est dressée. Cette liste est transmise aux autorités de la Partie requérante. Les autorités compétentes des Parties s'informent réciproquement sur la nature des produits transportés. Si du fait d'une catastrophe il n'est pas possible de s'informer, la Partie requise informe le Conseil International pour le Contrôle des Stupéfiants de l'Organisation des Nations Unies.

4. Les médicaments mentionnés à l'alinéa 3 ne peuvent être utilisés que par un personnel médical qualifié agissant conformément aux dispositions légales et réglementaires de la Partie requise.

5. Les secours fournis ne peuvent être composés que de produits en cours de validité.

6. Les objets d'équipement ainsi que les moyens de secours et biens d'exploitation qui n'ont pas été utilisés lors de la mission de secours doivent être ré-acheminés vers le territoire de la Partie requise trente jours au plus tard après la fin de l'intervention.

7. Si des circonstances particulières ne permettent pas ce ré-acheminement, l'autorité responsable de la mission d'assistance de la Partie requise doit en être informée. L'autorité douanière ainsi que les autorités compétentes de la Partie requérante en sont également avisées.

8. L'introduction ou le renvoi de ces produits ne sont pas considérés par les Parties comme des actes commerciaux conformément aux obligations imposées aux Parties par les accords internationaux sur les stupéfiants et les substances psychotropes.

9. Lors de l'application du présent Accord l'introduction des armes, munitions et substances explosives sur le territoire de l'Etat de la Partie requérante est interdite.

Article 11

1. Il incombe aux autorités de la Partie requérante de diriger les opérations de secours et de donner toutes instructions utiles au responsable de l'équipe d'assistance de la Partie requise. Elles l'informent notamment de la situation opérationnelle de la zone affectée par la catastrophe, établissent les missions et les modalités de leur accomplissement, si nécessaire, mettent un interprète à la disposition de l'équipe d'assistance de la Partie requise et lui fournissent les moyens de transmission nécessaires pour communiquer avec le commandement des opérations de secours, ainsi que les autres moyens nécessaires.

2. L'équipe d'assistance de la Partie requise reste sous l'autorité exclusive de son responsable pour l'accomplissement de la mission fixée par la Partie requérante.

3. Les membres de l'équipe d'assistance de la Partie requise ont libre accès en tous lieux réclamant leur intervention dans les limites de la zone qui leur a été confiée par la Partie requérante.

4. La Partie requise fournit à ses équipes d'assistance l'équipement nécessaire pour un fonctionnement autonome durant une période de 72 heures au moins après leur arrivée dans la zone de la catastrophe. La Partie requérante assure la sécurité des équipes d'assistance, l'assistance médicale d'urgence à titre gratuit, la restauration, l'hébergement, ainsi que les biens de stricte nécessité, dans le cas où les stocks des équipes d'assistance sont épuisés.

5. Les aéronefs sont, en cas de nécessité, ravitaillés aux frais de la Partie requérante.

6. La Partie requise est tenue d'assurer les membres des équipes d'assistance envoyées.

7. La Partie requérante assure la réception sans délai des aides et s'assure que leur distribution est effectuée exclusivement à la population sinistrée et à titre gratuit. Des représentants de la Partie requise peuvent aussi participer à la distribution des aides.

Article 12

1. Les équipes d'assistance cessent leur activité et regagnent sans délai le territoire de l'Etat de la Partie requise dans les situations suivantes :

a) à l'issue de leur mission;

b) à la demande de la Partie requérante. Celle-ci peut, à tout moment, annuler sa demande d'assistance. Dans ce cas, la Partie requise peut demander le remboursement des frais qu'elle a engagés. Le remboursement intervient alors immédiatement après que la demande a été formulée.

2. Le désengagement des moyens mis en œuvre dans le cadre du présent Accord s'effectue selon les modalités définies ci-dessous :

a) A l'issue de la mission, lorsque la Partie requérante remet à la disposition de la Partie requise les moyens qui lui avaient été prêtés, elle doit en informer, d'une part, le responsable des moyens qui sont intervenus et, d'autre part, les autorités compétentes de la Partie requise.

b) Lorsqu'en cours de mission, la Partie requise décide d'interrompre la mise à disposition de ses moyens, elle en informe par télécopie la Partie requérante qui transmet immédiatement cette information au responsable de ces moyens. La décision de la Partie requise de retirer ses moyens doit entrer en application sans retard et ne peut en aucun cas être mise en question.

3. Lorsque la Partie requise a effectué une mission d'expertise, elle est tenue d'adresser un rapport d'expertise à la Partie requérante dans les plus brefs délais.

Article 13

1. Pour l'envoi des équipes d'assistance, des équipements et des secours, ainsi que pour l'exécution rapide des opérations d'intervention pour la prévention, l'atténuation ou l'élimination des effets d'une catastrophe, le transport aérien peut être utilisé.

2. L'intention de faire appel à des aéronefs doit être portée sans délai à la connaissance des autorités compétentes de la Partie requise. En cas d'accord sur la mise à disposition d'aéronefs, la Partie requise doit indiquer aussi exactement que possible le type et la marque d'immatriculation de l'aéronef, la composition de l'équipage et du chargement, l'heure de départ, l'itinéraire prévu et le lieu d'atterrissage fixé par la Partie requérante.

3. Les Parties s'assurent que les aéronefs utilisés par elles-mêmes aux fins mentionnées à l'alinéa (1), puissent entrer ou traverser sans escale les espaces aériens de leurs Etats, et être autorisés à atterrir et décoller des lieux indiqués par le service compétent de la Partie requérante, même sans utiliser d'aéroports internationaux.

4. Le vol des aéronefs s'effectue conformément aux règles de l'Organisation de l'Aviation civile internationale (OACI) et la législation de chaque Partie relative à la circulation aérienne demeure applicable, notamment la transmission aux organes de contrôle compétents des renseignements sur les vols.

5. Pour l'application des dispositions du présent article, l'autorité compétente pour la partie roumaine est l'Autorité Aéronautique Civile roumaine.

Article 14

La coopération en matière d'aide à la recherche et au sauvetage d'aéronefs en difficulté fait l'objet d'accords ou d'arrangements particuliers dans le respect des règles de l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

Article 15

1. Les Parties renoncent mutuellement à tout dédommagement en cas de dommages matériels, y compris les dommages écologiques, provoqués par un membre des équipes de secours pendant l'accomplissement de la mission liée à l'application du présent Accord, ainsi qu'à tout dédommagement résultant de la blessure ou du décès d'un membre de l'équipe de secours, si celui-ci s'est produit pendant l'accomplissement des missions visées par le présent Accord.

2. Si, sur le territoire de l'Etat de la Partie requérante, lors de l'accomplissement des missions prévues dans l'application du présent Accord un membre de l'équipe d'assistance de la Partie requise cause un préjudice à une personne physique ou morale, l'indemnisation en est assurée par la Partie requérante.

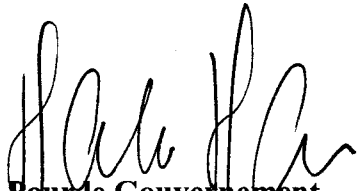
3 Les dispositions des alinéas 1 et 2 ne s'appliquent pas si le dommage a été causé volontairement ou à la suite à d'une grave négligence.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent seulement en cas de dommages causés lors d'une opération d'assistance, à partir de l'entrée des équipes de secours sur le territoire de l'Etat de la Partie requérante jusqu'au moment où elles le quittent.

5. Les Autorités compétentes des Parties coopèrent pour évaluer les circonstances dans lesquelles les dommages ont été causés. A cet effet les Parties échangent tous les éléments d'information dont elles disposent.


4. Les Parties peuvent d'un commun accord modifier ou compléter par avenant le présent Accord. Cet avenant entrera en vigueur selon la procédure prévue à l'alinéa 1.

Fait à *Paris*, le *22 avril 2008*, en deux exemplaires originaux, chacun en langues française et roumaine, les deux textes faisant également foi.


**Pour le Gouvernement
de la République française**

**le Ministre de l'intérieur,
de l'Outre-Mer et des
collectivités territoriales**

Michèle Alliot-Marie


**Pour le Gouvernement
de la Roumanie**

**le Ministre de l'intérieur
et de la réforme administrative**

Cristian David

Article 16

1. Pour l'application des dispositions du présent Accord, les Parties coopèrent dans les limites de leurs possibilités et de leurs disponibilités budgétaires.
2. La réalisation de la coopération prévue dans le présent Accord fait l'objet d'un programme annuel qui détermine la contribution financière de chacune des Parties.
3. L'application du programme d'actions annuel est mis en œuvre dans la limite des moyens et les ressources financières des deux Parties.
4. L'assistance est fournie à titre gratuit sauf si les Parties en conviennent autrement.
5. En ce qui concerne les autres formes de coopération mentionnées à l'article 2 alinéa 3 du présent Accord, en l'absence d'autres dispositions entre les Parties, chaque Partie prend en charge ses propres frais.

Article 17

Les Parties autorisent leurs autorités compétentes à décider ensemble d'un modèle de lettre d'accréditation de listes relatives à l'introduction, la sortie, le renvoi et le transit des équipements et des aides, conformément aux dispositions des articles 11 alinéa 4 et 13 alinéa 1, ainsi que sur leurs règles d'utilisation.

Article 18

Le présent Accord n'affecte pas les droits et obligations des Parties résultant d'autres accords internationaux auxquels elles sont parties.

Article 19

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord est réglé par voie de négociations au sein de la commission mixte. Dans le cas où celles-ci n'aboutiraient pas, le différend est réglé par la voie diplomatique.

Article 20

1. Le présent Accord entre vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification transmise par voie diplomatique de l'accomplissement par chacune des Parties des procédures internes requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent Accord.
2. Le présent Accord est conclu pour une durée illimitée. Chaque Partie peut le dénoncer à tout moment par notification écrite adressée par la voie diplomatique à l'autre Partie. Cette dénonciation prend effet six mois après la date de réception de la notification.
3. La dénonciation de l'Accord ne remet pas en cause l'exécution des actions en cours au titre de l'Accord, sauf décision contraire des Parties.

ACORD

ÎNTRE

GUVERNUL REPUBLICII FRANCEZE

ȘI

GUVERNUL ROMÂNIEI

ÎN DOMENIUL PROTECȚIEI ȘI SECURITĂȚII CIVILE

PRIVIND

ASISTENȚA ȘI COOPERAREA ÎN SITUAȚII DE URGENȚĂ

Guvernul Republicii Franceze

și

Guvernul României

denumite în continuare **Părți**,

conștiente de pericolul pe care catastrofele naturale și accidentele tehnologice majore îl reprezintă pentru Părți,

convinse de necesitatea întăririi cooperării și a schimburilor de informații între organismele competente ale Părților în domeniul protecției și securității civile,

având în vedere Acordul dintre Guvernul României și Guvernul Republicii Franceze privind cooperarea în domeniul afacerilor interne, semnat la București la 21 februarie 1997 și, în special, Titlul II al acestuia,

având în vedere prevederile Mecanismului comunitar de facilitare a întăririi cooperării în intervențiile de asistență în domeniul protecției civile, înființat prin Decizia Consiliului 2001/792/EC, Euratom, din 23 octombrie 2001,

având în vedere prevederile instrumentelor juridice bilaterale și internaționale la care Părțile sau statele acestora sunt parte,

au convenit următoarele:

Articolul 1

Părțile vor stabili o cooperare în domeniul prevenirii, pregătirii și răspunsului în caz de catastrofă produsă la nivel național, județean sau local, pe teritoriul uneia dintre Părți.

Articolul 2

1. Autoritățile competente ale Părților dezvoltă o cooperare tehnică, științifică și operativă referitoare la:

- a) planificarea, organizarea și desfășurarea activităților de prevenire și de luptă împotriva incendiilor sau împotriva consecințelor accidentelor și catastrofelor de orice natură;
- b) identificarea, studierea și gestionarea situațiilor de urgență și de riscuri tehnice și industriale majore, precum și conducerea operațiunilor de intervenție;
- c) medicina de urgență și de catastrofă.

2. Părțile cooperează, în limita posibilităților și disponibilităților bugetare prin modalitățile următoare:

- a) schimb de informații tehnice și specializate, de expertiză și de experiență în domeniul sistemelor naționale de avertizare și de detectare;

- b) expertiza echipamentelor și materialelor utilizate în situații de urgență;
- c) acțiuni de pregătire profesională;
- d) schimb de documentație de specialitate;
- e) consiliere tehnică;
- f) schimb de experți, de formatori în domeniul formării și educării în materie de gestionare a situațiilor de urgență;
- g) perfecționarea specialiștilor din domeniul urgențelor de securitate civilă în cadrul instituțiilor naționale, potrivit principiului reciprocității;
- h) dezvoltarea și modernizarea sistemului integrat de gestionare a situațiilor de urgență;
- i) participarea reprezentanților Părților la exercițiile operaționale și/sau administrative de înlăturare a efectelor catastrofelor și de simulare a accidentelor majore și situațiilor de urgență organizate de către una sau cealaltă Parte;
- j) trimiterea, în funcție de disponibilitățile Părții solicitate și la cererea Părții solicitante, a unor echipe de ajutor, specializate potrivit naturii catastrofei.

3. Cooperarea dintre Părți în cadrul prezentului Acord poate include și următoarele forme:

- a) promovarea de către instituțiile specializate ale Părților a unor proiecte comune în domeniul prognozării, prevenirii, avertizării timpurii, evaluării, limitării sau înlăturării efectelor catastrofelor;
- b) organizarea de conferințe, călătorii de studii, programe științifice, cursuri de specializare, schimburi de experiență, exerciții comune, în cadrul instituțiilor implicate din statele celor două Părți;
- c) schimburi de documentație referitoare la rezultatele cercetării științifice și la concluziile investigațiilor privind cauzele catastrofelor, evaluarea efectelor acestora și măsurile de protecție necesare;
- d) elaborarea de proiecte comune pentru crearea și punerea în practică a unui sistem de avertizare în caz de catastrofe;
- e) cercetări privind cauzele catastrofelor și evaluarea efectelor acestora;

4. Dacă se dovedește necesar în cadrul prezentului Acord, Comisia Mixtă, prevăzută la articolul 6 poate stabili și alte forme de cooperare.

Articolul 3

În sensul prezentului Acord, se înțelege prin:

- a) «Situație de urgență», producerea unei catastrofe de origine naturală sau tehnologică, având consecințe grave din punct de vedere al vieții omenești sau susceptibile de a avea un impact important asupra mediului înconjurător;

- b) «Partea solicitantă», Partea care solicită asistență celeilalte Părți, sub forma trimiterii de experți, echipe de ajutor sau mijloace de acordare a ajutorului;
- c) «Partea solicitată», Partea care primește cererea de asistență;
- d) «Echipă de asistență/de acordare a ajutorului», membrii echipei de ajutor și experți trimiși la locul producerii unei catastrofe, la cererea Părții solicitante;
- e) «Mijloace de acordare a ajutorului», elementele de echipament suplimentar sau alte materiale aduse pentru fiecare misiune și destinate utilizării acestora de către echipele de asistență;
- f) «Obiecte de echipament», materialele, vehiculele și echipamentul personal destinate a fi utilizate de către echipele de asistență;
- g) «Bunuri de exploatare», materialele necesare pentru utilizarea obiectelor de echipament sau pentru aprovizionarea echipelor de asistență;
- h) «Ajutoare», bunurile materiale de primă necesitate, destinate limitării sau înlăturării efectelor catastrofelor și care sunt furnizate pentru a fi puse gratuit la dispoziția populației afectate.

Articolul 4

1. Pentru aplicarea prezentului Acord, Părțile desemnează ca autorități competente:

- pentru Guvernul României, Ministerul Internelor și Reformei Administrative;
- pentru Guvernul Republicii Franceze, Ministerul de Interne, al Teritoriilor de peste Mări și Colectivităților Teritoriale.

2. Părțile își notifică pe cale diplomatică orice modificare referitoare la desemnarea autorităților competente.

3. În termen de treizeci de zile de la intrarea în vigoare a prezentului Acord, Părțile își comunică reciproc coordonatele instituțiilor și persoanelor desemnate pentru a menține legătura în permanență. Ele vor asigura actualizarea acestor informații.

Articolul 5

1. Autoritățile competente ale Părților pot încheia aranjamente pentru a implementa cooperarea tehnică prevăzută prin prezentul Acord

2. În funcție de nevoi, experții celor două Părți organizează întâlniri având ca temă schimbul de experiență în domeniul gestionării situațiilor de urgență.

Articolul 6

1. Pentru aplicarea prezentului Acord, se constituie o Comisie Mixtă româno-franceză în domeniul protecției și securității civile, ce va fi formată din reprezentanții desemnați ai celor două Părți.
2. În termen de nouăzeci de zile de la intrarea în vigoare a prezentului Acord, Părțile își comunică reciproc coordonatele reprezentanților desemnați ca membri în Comisia Mixtă.
3. Comisia Mixtă se reunește regulat, alternativ, în România și Franța. De asemenea, ea poate fi convocată la cererea uneia dintre Părți.
4. Cheltuielile realizării întâlnirilor Comisiei Mixte sunt suportate de către Partea primitoare, pe bază de reciprocitate. Cheltuielile de transport internațional sunt suportate de către Partea trimițătoare.
5. Comisia Mixtă planifică și coordonează activitățile comune prevăzute în prezentul Acord, stabilește modalitățile de realizare a schimbului de informații tehnice și specializate, urmărește și evaluează aplicarea Acordului și formulează propuneri în vederea continuării dezvoltării cooperării de specialitate.
6. Ea coordonează elaborarea și aplicarea unui program anual de acțiuni, potrivit prevederilor prezentului Acord.
7. Aplicarea programului anual de acțiuni se realizează în limita mijloacelor și resurselor financiare ale celor două Părți.

Articolul 7

1. Fiecare Parte, la cererea oficială adresată în scris, pe cale diplomatică, celeilalte Părți, furnizează întreaga asistență posibilă în caz de situații de urgență. În caz de urgență, cererea de asistență, poate fi formulată verbal și trebuie să fie confirmată în scris, într-un termen care să nu depășească douăzeci și patru de ore.
2. În cererea de asistență Partea solicitantă indică:
 - a) locul, data și ora producerii catastrofei, amploarea acesteia și situația în momentul formulării cererii;
 - b) măsurile deja întreprinse și cele planificate;
 - c) natura ajutorului solicitat;
 - d) orice altă informație necesară.
3. Aceste informații sunt actualizate în mod regulat, în funcție de evoluția situației.
4. Părțile pot conveni, în cadrul lucrărilor Comisiei Mixte asupra utilizării unui formular de cerere de asistență.
5. Primirea cererii de asistență nu implică automat un răspuns pozitiv din partea Părții solicitate. Fiecare Parte își rezervă dreptul de a acorda sau nu ajutoarele care îi sunt solicitate, îndeosebi în funcție de riscurile previzibile pe teritoriul său, de propriile operații aflate în curs de derulare și de disponibilitatea echipelor sale de ajutor.
6. Partea solicitată informează Partea solicitantă, în cel mai scurt timp, cu privire la răspunsul pe care intenționează să-l dea cererii sale, la natura asistenței pe care o acordă, precizând componența echipelor de asistență, specialitatea experților și natura obiectelor de echipament, a mijloacelor de acordare a ajutorului și a bunurilor de exploatare pe care le aduce. De asemenea, ea trebuie să indice modul de transport utilizat

pentru a se deplasa la locurile de producere a catastrofei, precum și punctul prin care se intenționează trecerea frontierei.

7. Părțile se informează reciproc cu privire la catastrofele care se produc pe teritoriul statelor lor și care necesită o asistență externă, comunicând informațiile referitoare la măsurile luate pentru a limita efectele acestora.

8. Informațiile obținute în cursul misiunilor efectuate în cadrul prezentului Acord pot fi publicate, cu excepția celor care nu pot fi transmise, în virtutea legislației sau reglementărilor statului Părții solicitante.

Articolul 8

În cadrul prezentului Acord, asistența furnizată constă în punerea la dispoziția Părții solicitante a:

- a) echipamentelor destinate înlăturării sau diminuării efectelor catastrofelor și, dacă este necesar, a personalului care le utilizează;
- b) echipelor specializate în înlăturarea efectelor catastrofelor, inclusiv în căutare-salvare etc.;
- c) ajutoarelor materiale de primă necesitate.

Articolul 9

1. În scopurile asigurării eficienței și rapidității necesare la intervenții, fiecare Parte facilitează formalitățile de trecere a frontierelor sale.

2. Membrii echipelor de asistență trec frontiera de stat a Părții solicitante prin punctele de trecere a frontierei pe baza documentelor de călătorie valabile. Aceștia pot sta pe teritoriul statului Părții solicitante fără titlu de ședere. Șeful echipei de asistență trebuie să dispună de o scrisoare de acreditare eliberată de către autoritatea competentă a Părții solicitate, în care sunt menționați și membrii echipelor de asistență.

3. Părțile își pun reciproc la dispoziție specimene de documente de identitate valabile.

4. Cu ocazia trecerii frontierei de către echipele de acordare a ajutorului, echipamentele vor fi prezentate serviciilor vamale competente, precum și declarația de acceptare a țării de destinație, ca și documentele prevăzute la articolul 10 alineatul 2.

5. În caz de extremă urgență sau dacă accesul în zona de acordare a ajutorului o impune, echipele de asistență pot trece frontiera în afara punctelor de trecere, pe baza documentelor menționate la alineatul 2. În acest caz, autoritățile competente informează în prealabil autoritatea de control a trecerii frontierei.

6. Părțile convin modalitățile practice de executare și, dacă este necesar, asigură escortarea echipelor de acordare a ajutorului.

7. Membrii echipelor de asistență au dreptul de a purta propria uniformă pe teritoriul statului Părții solicitante, în cazul în care aceasta face parte din echipamentul obișnuit. Părțile nu aplică restricții cu privire la utilizarea semnelor distinctive de pe mijloacele de transport ale echipelor de asistență.

8. Pe durata îndeplinirii misiunii, membrii echipelor de asistență sunt obligați să respecte legislația națională a statului Părții solicitante.

Articolul 10

1. Vehiculele folosite de către echipele de asistență și vehiculele folosite pentru transportul acestora beneficiază de următoarele facilități:

- a) dispensă de autorizație pentru traficul rutier internațional;
- b) exceptarea de taxă pentru utilizarea căilor publice;
- c) eliberarea gratuită a autorizației speciale de transport de către autoritatea competentă, în conformitate cu reglementările naționale, pentru vehiculele care depășesc greutatea totală, greutatea pe axe și / sau dimensiunile maxime admise, stabilite de legislația națională a statului Părții solicitante;
- d) exceptarea de la orice altă taxă ce se aplică vehiculelor, în afara asigurării obligatorii a vehiculelor.

2. La trecerea frontierei, șeful echipei de asistență prezintă serviciilor vamale competente o listă a obiectelor de echipament aduse pentru îndeplinirea misiunii și o listă a mijloacelor de acordare a ajutorului și a bunurilor de exploatare transportate atestate, de către autoritatea căreia îi este subordonată această echipă, cu excepția situațiilor de urgență. Aceste liste sunt anexate la scrisoarea de acreditare.

3. Echipele medicale de acordare a ajutorului ale Părții solicitate intervin cu echipamentul lor regulamentar. Dotarea pentru îngrijiri de urgență a acestor echipe cuprinde medicamente care conțin substanțe clasificate drept stupefiante și psihotrope pentru a răspunde nevoilor medicale de mare urgență. Se întocmește o listă specială a substanțelor transportate. Această listă este transmisă autorităților Părții solicitante. Autoritățile competente ale Părților se informează reciproc cu privire la natura produselor transportate. Dacă, din cauza unei catastrofe nu este posibil să se informeze, Partea solicitată informează Consiliul Internațional pentru Controlul Stupefiantelor al Organizației Națiunilor Unite.

4. Medicamentele menționate la alineatul 3 nu pot fi utilizate decât de către un personal medical calificat, care acționează în conformitate cu dispozițiile legale și regulamentare ale Părții solicitate.

5. Ajutoarele furnizate nu pot fi formate decât din produse aflate în curs de valabilitate.

6. Obiectele de echipament, ca și mijloacele de acordare a ajutorului și bunurile de exploatare care nu au fost utilizate în cursul misiunii de acordare a ajutorului trebuie să fie returnate pe teritoriul Părții solicitate, cel mai târziu după treizeci de zile de la încheierea intervenției.

7. Dacă împrejurări speciale nu fac posibil acest lucru, autoritatea responsabilă pentru misiunea de asistență a Părții solicitate trebuie să fie informată în acest sens. Autoritatea vamală, ca și autoritățile competente ale Părții solicitante sunt, de asemenea, informate cu privire la acest lucru.

8. Introducerea sau returnarea acestor produse nu sunt considerate de către Părți drept acte comerciale în conformitate cu obligațiile impuse Părților prin acordurile internaționale privind stupefiantele și substanțele psihotrope.

9. În cursul aplicării prezentului Acord este interzisă introducerea armelor, munițiilor și a substanțelor explozive pe teritoriul statului Părții solicitante.

Articolul 11

1. Autorităților Părții solicitante le revine conducerea operațiunilor de acordare a ajutorului și transmiterea tuturor instrucțiunilor utile către responsabilul echipei de asistență al Părții solicitate. Acestea îl informează mai ales cu privire la situația operativă a zonei afectate de către catastrofă, stabilește misiunile și modalitățile de îndeplinire a acestora și, dacă este necesar, pune un interpret la dispoziția echipei de asistență a Părții solicitate și îi furnizează mijloacele de comunicații necesare pentru comunicarea cu comandamentul operațiunilor de acordare a ajutorului, ca și alte mijloace necesare.
2. Pentru îndeplinirea misiunii stabilite de către Partea solicitantă, echipa de asistență a Părții solicitate rămâne sub autoritatea exclusivă a responsabilului său.
3. Membrii echipei de asistență ale Părții solicitate au acces liber în toate locurile ce impun intervenția lor, în limitele zonei care le-a fost încredințată de către Partea solicitantă.
4. Partea solicitată furnizează propriilor echipe de asistență echipamentul necesar pentru o funcționare autonomă pe parcursul unei perioade de cel puțin 72 de ore după sosirea lor în zona catastrofei. Partea solicitantă asigură securitatea echipelor de asistență, asistența medicală de urgență gratuită, masa, cazarea, precum și bunurile de strictă necesitate, în cazul în care stocurile echipelor de asistență s-au epuizat.
5. În caz de necesitate, aeronavele sunt alimentate pe cheltuiala Părții solicitante.
6. Partea solicitată este obligată să asigure membrii echipelor de asistență trimise.
7. Partea solicitantă asigură, fără întârziere, primirea ajutoarelor și se asigură că distribuirea acestora este efectuată exclusiv și gratuit populației sinistrate. La distribuirea ajutoarelor pot participa și reprezentanții ai Părții solicitate.

Articolul 12

1. Echipetele de asistență își încetează activitatea și se întorc, fără întârziere, pe teritoriul statului Părții solicitate în următoarele situații:
 - a) la încheierea misiunii;
 - b) la cererea Părții solicitante. Aceasta poate, în orice moment, să-și anuleze cererea de asistență. În acest caz, Partea solicitată poate solicita rambursarea cheltuielilor pe care le-a efectuat. În această situație, rambursarea se realizează imediat după ce cererea a fost formulată.
2. Dezangajarea mijloacelor puse la dispoziție în cadrul prezentului Acord se efectuează potrivit modalităților de mai jos:
 - a) La încheierea misiunii, atunci când Partea solicitantă restituie Părții solicitate mijloacele pe care aceasta i le-a împrumutat, Partea solicitantă trebuie să informeze cu privire la acest lucru atât responsabilul mijloacelor cu care s-a intervenit, cât și autoritățile competente ale Părții solicitate.
 - b) Când, în cursul misiunii, Partea solicitată decide să întrerupă punerea la dispoziție a mijloacelor sale, atunci aceasta informează prin fax Partea solicitantă care transmite imediat această informație responsabilului acestor mijloace. Decizia Părții solicitate de a-și retrage mijloacele trebuie să fie aplicată fără întârziere și nu poate fi pusă în discuție sub nici o formă.

3. Atunci când Partea solicitată a efectuat o misiune de expertiză, aceasta este obligată să transmită Părții solicitante, în cel mai scurt timp, un raport de expertiză.

Articolul 13

1. Pentru trimiterea echipelor de asistență, a echipamentelor și a ajutoarelor, precum și pentru executarea rapidă a operațiunilor de intervenție pentru prevenirea, limitarea sau înlăturarea efectelor unei catastrofe, poate fi utilizat transportul aerian.

2. Intenția de a recurge la aeronave trebuie să fie adusă fără întârziere la cunoștința autorităților competente ale Părții solicitate. În caz de acord cu privire la punerea la dispoziție a aeronavelor, Partea solicitată trebuie să indice cât mai exact posibil tipul și numărul de înmatriculare al aeronavei, componența echipajului și a încărcăturii, ora plecării, itinerarul prevăzut și locul de aterizare stabilit de către Partea solicitantă.

3. Părțile se asigură că aeronavele pe care le utilizează în scopurile menționate la alineatul 1 pot intra sau traversa fără escală spațiile aeriene ale statelor lor și pot fi autorizate să aterizeze și să decoleze din locurile indicate de către serviciul competent al Părții solicitante, chiar dacă nu folosesc aeroporturi internaționale.

4. Zborul aeronavelor se efectuează în conformitate cu regulile Organizației Aviației Civile Internaționale (OACI), rămânând aplicabilă legislația statului fiecărei Părți referitoare la circulația aeriană, îndeosebi transmiterea către organele competente de control a informațiilor privind zborurile.

5. Pentru aplicarea prevederilor prezentului articol, autoritatea competentă pentru Partea română este Autoritatea Aeronautică Civilă Română.

Articolul 14

Cooperarea în domeniul de ajutorare al căutării și salvării aeronavelor în dificultate face obiectul unor acorduri sau aranjamente speciale cu respectarea regulilor Organizației Aviației Civile Internaționale.

Articolul 15

1. Părțile renunță reciproc la orice despăgubire în caz de pagube materiale, inclusiv pagube ecologice provocate de un membru al echipelor de ajutor în cursul îndeplinirii misiunii legate de aplicarea prezentului Acord, ca și la orice altă despăgubire rezultată din rănirea sau din decesul unui membru al echipei de asistență, dacă acestea s-au produs în cursul îndeplinirii misiunilor vizate de prezentul Acord.

2. Dacă, pe teritoriul statului Părții solicitante, în cursul îndeplinirii misiunilor prevăzute în aplicarea prezentului Acord, un membru al echipei de asistență al Părții solicitate cauzează un prejudiciu unui persoane fizice sau juridice, indemnizația datorată este asigurată de către Partea solicitantă.

3. Dispozițiile alineatelor 1 și 2 nu se aplică, dacă paguba a fost cauzată voluntar sau în urma unei neglijențe grave.

4. Dispozițiile prezentului articol se aplică doar în cazul pagubelor cauzate în cursul unei operațiuni de asistență, din momentul intrării pe teritoriul statului Părții solicitante a membrilor echipelor de asistență, până în momentul în care acestea îl părăsesc .

5. Autoritățile Competente ale Părților cooperează pentru evaluarea împrejurărilor în care s-au produs pagubele. În acest scop, Părțile realizează schimbul tuturor elementelor de informație de care dispun.

Articolul 16

1. Pentru aplicarea dispozițiilor prezentului Acord, Părțile cooperează în limita posibilităților și disponibilităților lor bugetare.

2. Realizarea cooperării prevăzute în prezentul Acord face obiectul unui program anual, care stabilește contribuția financiară a fiecăreia dintre Părți.

3. Aplicarea programului de acțiune anual este pusă în practică în limita mijloacelor și resurselor financiare a celor două Părți.

4. Asistența este furnizată în mod gratuit, mai puțin în cazul în care Părțile nu convin altfel.

5. În ceea ce privește celelalte forme de cooperare menționate la articolul 2, alineatul 3 al prezentului Acord, în absența altor dispoziții între Părți, fiecare Parte își suportă propriile cheltuieli.

Articolul 17

Părțile își autorizează autoritățile competente să stabilească împreună un model de scrisoare de acreditare a listelor referitoare la introducerea, ieșirea, returnarea și tranzitul echipamentelor și ajutoarelor, în conformitate cu dispozițiile articolelor 11 alineatul 4 și 13 alineatul 1, precum și regulile de utilizare a acestora.

Articolul 18

Prezentul Acord nu aduce atingere drepturilor și obligațiilor Părților stipulate în alte acorduri internaționale la care acestea sunt părți.

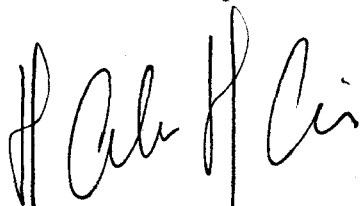
Articolul 19

Orice diferend privind interpretarea sau aplicarea prezentului Acord este soluționat prin negocieri în cadrul Comisiei Mixte. În cazul în care acestea nu conduc la nici un rezultat, diferendul se soluționează pe cale diplomatică.

Articolul 20

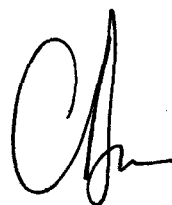
1. Prezentul Acord intră în vigoare în prima zi a celei de-a doua luni de la data primirii ultimei notificări transmise pe cale diplomatică, referitoare la îndeplinirea de către Părți a procedurilor interne cerute privind intrarea în vigoare a prezentului Acord.
2. Prezentul Acord se încheie pe o durată nedeterminată. Oricare Parte îl poate denunța în orice moment, printr-o notificare scrisă adresată pe cale diplomatică celeilalte Părți. Această denunțare produce efect după șase luni de la data primirii notificării.
3. Denunțarea Acordului nu afectează executarea acțiunilor aflate în curs potrivit Acordului, cu excepția cazului în care Părțile decid altfel.
4. De comun acord, Părțile pot modifica sau completa printr-un document adițional prezentul Acord. Acest document adițional va intra în vigoare potrivit procedurii prevăzute la alineatul 1.

Semnat la *Paris*, la *22/04/2008*, în două exemplare originale, fiecare în limbile română și franceză, toate textele fiind egal autentice.



Pentru Guvernul
Republicii Franceze

Michèle Alliot-Marie



Pentru Guvernul
României

Cristian David